

Décision n° 04-892
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 19 octobre 2004
transférant
des attributions de ressources en numérotation à
la société Atos Worldline
(numéros courts 3202, 3606, 3633 et 3660)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le décret n° 96-1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Atos Worldline (récépissé de l'Autorité de régulation des télécommunications n° 04 – 2312 du 15 septembre 2004) ;

Vu la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 99-1008 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 17 novembre 1999 attribuant des ressources en numérotation à la société Atos Multimédia ;

Vu la décision n° 02-750 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 10 septembre 2002 attribuant des ressources en numérotation à la société Atos Multimédia ;

Vu la décision n° 03-351 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 11 mars 2003 attribuant des ressources en numérotation à la société Atos Multimédia ;

Vu la décision n° 03-618 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 13 mai 2003 attribuant des ressources en numérotation à la société Atos Multimédia ;

Vu le courrier de la société Atos Worldline reçu le 5 octobre 2004 ;

Vu le courrier au nom de la société Atos Multimédia reçu le 5 octobre 2004 ;

Après en avoir délibéré le 19 octobre 2004 ;

Décide :

Article 1er – Les attributions des numéros courts indiqués ci-dessous

Numéro	Service
3202	Cartes téléphoniques
3606	Portail de divertissement
3633	Portail de services ludiques et de services liés à la mobilité
3660	Portail d'informations voyageurs

sont transférées à la société Atos Worldline (Siren : 378 901 946) pour les services correspondants.

Article 2 – Les décisions n° 99-1008 en date du 17 novembre 1999, n° 02-750 en date du 10 septembre 2002, n° 03-351 en date du 11 mars 2003 et n° 03-618 en date du 13 mai 2003 sont abrogées.

Article 3 - La société Atos Worldline acquitte, pour les numéros courts attribués à l'article 1^{er}, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 4 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros courts attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 5 - Au 31 janvier de chaque année, la société Atos Worldline adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros courts attribués.

Article 6 - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 19 octobre 2004

Le Président

Paul Champsaur